

**II**  
**RESSOURCES MINIÈRES,**  
**D'HYDROCARBURES ET ENVIRONNEMENT**



## INTRODUCTION

*Sara Geenen*

Dans *Conjonctures congolaises 2012*, Stefaan Marysse et Claudine Tshimanga évoquaient encore « la renaissance spectaculaire du secteur minier » au Congo. Aujourd'hui le secteur minier est en crise. C'est notamment la production de cuivre, à l'origine de la croissance spectaculaire documentée par Marysse et Tshimanga, qui a baissé depuis 2015, de sorte qu'environ 13 000 personnes ont perdu leur travail et que le Gouvernement craint des pertes jusqu'à 1,3 milliard de recettes minières en 2016. Cette crise minière est à la base d'une crise économique qui risque d'être durable, comme le dit la Banque mondiale, avec un taux de croissance qui est passé entre 2015 et 2016 de 7 % à 2,5 % en moyenne<sup>1</sup>.

Dans sa contribution, François Misser montre que cette crise n'a pas seulement résulté d'une évolution défavorable des cours du cuivre sur le marché mondial, mais également d'une défaillance des infrastructures énergétiques et logistiques et d'un pauvre climat d'affaires. Plus précisément, les investisseurs se font du souci au sujet de la révision du Code minier, de la fiscalité, des conséquences du découpage de l'ancien Katanga en quatre provinces, et du « déficit de gouvernance » de la Gécamines. Le deuxième handicap identifié par l'auteur est l'état déplorable des infrastructures (routières et ferroviaires) d'évacuation et d'importation des intrants de l'industrie minière. Troisièmement, Misser explique comment la hausse de la production du cuivre dans les années 2010-2014 n'a pas été suivie d'une augmentation de la production d'électricité. Ce déficit énergétique commence à avoir un effet paralysant sur la production industrielle.

Le texte de Bernard Respaut évoque la question de savoir si l'exploitation des hydrocarbures pourrait pallier ce déficit et conclut qu'il y a un énorme potentiel, mais que le secteur fait face aux mêmes contraintes d'absence d'infrastructures et de gouvernance. En outre, contrairement au secteur minier, il y a un manque de compétences et d'expérience – parmi les acteurs privés et au sein du Gouvernement – dans le domaine d'hydrocarbures.

Ces deux chapitres mettent également en évidence le rôle des acteurs externes. De son côté, Misser montre comment la Chine exploite la

---

<sup>1</sup> <http://www.radiokapi.net/2017/02/01/actualite/economie/la-rdc-risque-une-crise-economique-durable-alerte-la-banque-mondiale>

conjoncture en baisse pour consolider sa position, tandis que Respaut met en exergue le rôle des pays limitrophes, d'autres pays et institutions multilatérales, des organisations internationales et de partenaires non africains. Il dessine un « scénario positif » selon lequel les ressources en hydrocarbures contribuent à la stabilisation du Congo, et identifie clairement le rôle des différentes parties prenantes, notamment la Belgique.

Entre-temps, des centaines de milliers de creuseurs continuent à extraire des minerais de façon artisanale. Dans sa contribution, Janvier Kilosho Buraye conclut, sur base d'une enquête auprès de 114 creuseurs du site minier de Kamituga au Sud-Kivu, que 66,5 % de leurs ménages sont pauvres et vivent dans des conditions précaires avec une faible possession d'actifs physiques. Tenant compte de l'avancement des activités de la multinationale Banro à Kamituga, l'auteur formule quelques recommandations pour chercher des solutions pour les creuseurs. Cependant jusqu'à présent, Banro se concentre sur sa production aurifère à Twangiza et Namoya, où elle a réalisé une production record de 197 691 onces en 2016<sup>2</sup>.

Le texte de Bossissi Nkuba, Lieven Bervoets et Sara Geenen vient compléter cette image de Kamituga en mettant le doigt sur la problématique environnementale. Celle-ci, comme le souligne encore une fois la réorientation des « Objectifs du millénaire pour le développement » vers les « Objectifs du développement durable » de l'ONU, doit être prise au sérieux dans une politique de développement à plus long terme. Les auteurs observent que le mercure est utilisé en grande quantité à Kamituga, même dans les habitations, et que les creuseurs et autres intervenants en ignorent les risques. Ils proposent d'insister davantage sur la « responsabilité environnementale » de toutes les parties impliquées dans le secteur minier.

En plus de la production industrielle et artisanale, le Code minier reconnaît un troisième mode, la production « à petite échelle ». Celle-ci a été peu étudiée jusqu'à présent, et la contribution de Jean-Paul Mushagalusa Rwabashi vient combler ce vide en analysant le cas des « dragues » à Shabunda. Dans ce territoire reculé au Sud-Kivu, presque 200 dragues sont devenues opérationnelles depuis 2010, dont quelques-unes gérées par une société chinoise. Mushagalusa décrit l'impact de cette mécanisation sur la productivité, l'environnement, les conditions de vie locales, les coopératives minières, la présence de l'État et la relation avec les groupes armés. Comme dans ses politiques récentes, le Gouvernement a, à chaque fois, exprimé le souhait de développer le secteur à petite échelle, voire de le substituer au secteur artisanal, l'impact de ces évolutions nécessite un suivi.

---

<sup>2</sup> <https://www.banro.com/news-events/news-releases/banro-announces-q4-and-record-2016-production-resu-20170111>

En conclusion, le déclin de la production dans le Copperbelt est une des causes principales du « recul économique » évoqué par notre titre, et, en même temps, de (nouveaux) défis surgissent pour le secteur artisanal et la production à petite échelle, et pour le secteur des hydrocarbures. Les questions que posent les auteurs dans ce volume sont d'actualité, mais s'avèreront aussi cruciales pour le développement de la RDC à moyen et à long terme.